



**PRÉFET
DE LA NIÈVRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éolien, sites pollués
40 rue de la Préfecture
58000 Nevers

Nevers, le 25/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA

7 rue Auguste Lambiotte
58700 Prémery

Références : -

Code AIOT : 0025100073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2024 dans l'établissement DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA implanté Rue Auguste Lambiotte 58700 Prémery. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée de manière inopinée de nuit pour vérifier les modalités de stockage et de manipulation des résidus de process, pouvant générer des émissions de poussières et/ou fumées dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERICHEBOURG-REFINAL INDUSTRIES SA
- Rue Auguste Lambiotte 58700 Prémery

- Code AIOT : 0025100073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DERICHEBOURG est spécialisée dans l'affinage d'aluminium.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traitement et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Valeurs limites d'émissions à l'atmosphère et surveillance	AP Complémentaire du 09/09/2021, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'émanations de poussières ou fumées dans l'environnement.

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées les modalités de stockage et de manipulation des scories et leur conformité par rapport à l'arrêté d'autorisation d'exploiter dont il bénéficie.

Il doit également fournir le protocole de surveillance de la qualité de l'air autour du site et le rapport des dernières analyses effectuées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2005, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Conception-Aménagement
Prescription contrôlée : Le stockage des déchets doivent s'effectuer à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques. Ces zones doivent être telles que le stockage ne présente pas de risque d'envols et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ces zones sont précisées dans le tableau donné dans l'article 32.
Constats :

<p>Lors de l'inspection, organisée de manière inopinée et de nuit, il est apparu que de nombreuses bennes de scories, résultant du process de fusion de l'aluminium, sont manipulées et stockées en extérieur, alors que leur stockage doit s'effectuer sous abris.</p> <p>L'exploitant doit apporter des précisions à l'inspection des installations classées sur la raison de ce stockage et de la manipulation en extérieur des résidus de process (prévision d'enlèvement le lendemain, justificatifs de la vérification des températures des scories manipulées, etc.).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Valeurs limites d'émissions à l'atmosphère et surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2021, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au Préfet un protocole de surveillance de la qualité de l'air ambiant autour du site.</p> <p>Ce dispositif de surveillance de la qualité de l'air ambiant a pour objectif de mesurer, a minima, les retombées et les concentrations dans l'air ambiant en poussières et aluminium autour du site. Le protocole définit et justifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les paramètres pris en compte (poussières, aluminium), • les types et les emplacements des appareils de mesures à implanter sur site et hors site, • la fréquence des mesures et les normes retenues, • la durée minimale de la campagne de mesures, • les conditions représentatives de fonctionnement des installations.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection le protocole mentionné ci-dessus et fournir les résultats des dernières analyses de surveillance de la qualité de l'air.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois